

h) satisfaire les exigences économiques et sociales — notamment quant à la protection de leur vie privée — des usagers des services de télécommunication.

Selon moi, personne au Canada ne s'opposera à l'un de ces objectifs déclarés. Je veux m'assurer par contre que toutes les dispositions du projet de loi aillent dans le sens de ces objectifs. J'ai remarqué que ma collègue de Mont-Royal a déclaré qu'au comité, nous allions nous pencher sur tous les aspects de ce projet de loi pour nous assurer que les divers articles sont conformes à ces objectifs.

En effet, depuis quelques années, il arrive très souvent que le gouvernement fasse disparaître des institutions nationales et mette un terme à la présence fédérale en donnant plus de poids aux régions et ce faisant, nous avons décentralisé le pouvoir au Canada à tel point que les intérêts régionaux rendent le gouvernement de notre pays extrêmement difficile.

Notre système de télécommunications, notre technologie, font l'envie du monde depuis de nombreuses années. Je pense en particulier au Moyen-Orient et aux activités de Bell en Arabie Saoudite et dans d'autres pays de la région. Nous sommes toujours à la fine pointe de la technologie. Cela s'explique notamment par le fait que nous exerçons un contrôle centralisé très fort sur ce secteur de notre économie. Ce secteur offre d'énormes débouchés, mais si le ministre ne s'assure pas que toutes les dispositions de ce projet de loi vont dans le sens des objectifs déclarés, je tiens à lui dire alors que l'opposition officielle. . .

• (1400)

[Français]

**Le président suppléant (M. DeBlois):** À l'ordre, s'il vous plaît. Comme il est 14 heures, conformément à l'article 30 du Règlement, la Chambre procédera maintenant aux déclarations de députés conformément à l'article 31 du Règlement.

## DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

### LE BUDGET

**M. Doug Fee (Red Deer):** Monsieur le Président, une énorme tâche attend le ministre des Finances alors qu'il met la dernière main à son budget. On doit le féliciter pour les nombreuses consultations qu'il a menées dans toutes les régions du Canada en prévision de ce budget.

La réduction et l'élimination du déficit constituent un défi de taille. Toutefois, le problème n'appartient pas uniquement aux députés; tous les Canadiens doivent

contribuer à la recherche de l'équilibre entre nos désirs et nos besoins et entre ces désirs et besoins et nos moyens financiers. Si nous devions n'avoir appris qu'une seule chose lors du référendum de l'année dernière, ce serait que les Canadiens savent penser par eux-mêmes et désirent prendre part aux décisions qui nous touchent tous.

C'est en pensant à tout ceci que j'ai demandé aux électeurs de ma circonscription de formuler des suggestions relativement au budget; ils ont répondu à ma demande. Par le truchement d'une enquête au hasard mais de grande envergure, ils m'ont fait savoir qu'ils approuveraient certaines restrictions, mais qu'ils ne voulaient pas d'augmentation d'impôts. Ils m'ont dit que les transferts pour les soins de santé, l'éducation et les pensions des personnes âgées sont trop importants pour qu'on les réduise, mais qu'on devrait réévaluer ceux au titre du développement régional, des groupes d'intérêt spéciaux, de l'assurance-chômage, des sociétés d'État et même de l'aide aux agriculteurs.

J'ai donc reçu un message très clair de la part de Red Deer: les Canadiens sont prêts à accepter les décisions ardues qui doivent être prises.

\* \* \*

[Français]

### L'ÉCONOMIE MONTRÉLAISE

**M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard):** Monsieur le Président, la semaine dernière, trois rapports différents ont démontré jusqu'à quel point la récession a fait des ravages dans la région de Montréal.

Premièrement, selon Statistique Canada, Montréal bat tous les records de la pauvreté où plus de 22 p. 100 de ses habitants vivent sous le seuil de la pauvreté. Deuxièmement, un rapport de l'Organisation mondiale de la santé affirme que les conditions de vie des enfants vivant dans les rues de Montréal sont semblables à celles du Tiers monde. Et comme si ceci n'était pas assez, une étude réalisée par un comité réunissant entre autres des experts de la ville de Montréal indique que parmi les milliers de sans-abri, 40 p. 100 ont moins de 18 ans.

Réagissant à la situation intolérable qui règne au pays, la Conférence des évêques catholiques du Canada a déclaré «... que le désordre moral frappe notre société à cause des politiques économiques conservatrices de la dernière décennie».

Peu importe qui sortira vainqueur du congrès à la chefferie, les Canadiens rejeteront massivement les Conservateurs parce qu'ils sont les responsables de toute cette misère.